

# Les langues, le CV et la fiche de paie

LE MONDE | 08.05.2013 à 11h20 • Mis à jour le 08.05.2013 à 11h57

Par Maryline Baumard



François Grin, chercheur de l'université de Genève a analysé le bonus octroyé en fonction des langues parlées, une fois toutes les autres variables neutralisées. Il conclut que l'anglais procure au minimum un bonus salarial de 10 % dans toute la Suisse. | AFP/MYCHELE DANIAU

Choisir une langue pour être dans la bonne classe ou le bon établissement peut sembler une approche rétrograde de l'enseignement. On imagine un parent stratège qui évalue la "rentabilité" de la langue vivante puis qui tente de convaincre son enfant de l'étudier. Cela fait frémir les amoureux désintéressés de la tirade shakespearienne ou de la prose de Goethe. Pourtant, comme l'argent à la banque, les langues affichent bien désormais leur "taux de rendement".

Le Monde.fr a le plaisir de vous offrir la lecture de cet article habituellement réservé aux abonnés du Monde.fr. Profitez de tous les articles réservés du Monde.fr en vous [abonnant à partir de 1€ / mois](#) (<http://www.lemonde.fr/abo/?clef=BLOCABOARTMOTNEA>) | [Découvrez l'édition abonnés](#) ([http://teaser/?url\\_zop=http%3a%2f%2fabonnes.lemonde.fr%2fedition-abonnes%2f](http://teaser/?url_zop=http%3a%2f%2fabonnes.lemonde.fr%2fedition-abonnes%2f))

Pour s'en convaincre , il suffit de lire les travaux de l'économiste des langues François Grin. Ce dernier a relu les feuilles de paie à la lumière des langues maîtrisées par les salariés.

Dit autrement, le chercheur de l'université de Genève a analysé le bonus octroyé en fonction des langues parlées, une fois toutes les autres variables neutralisées. Il conclut que l'anglais procure au minimum un bonus salarial de 10 % dans toute la Suisse .

C'est le travail le plus achevé sur un pays d'Europe , mais il corrobore une autre étude très scientifique réalisée sur les salariés indiens par trois chercheurs américains. Mehtabul Azam (université de l'Oklahoma), Aimée Chin (université d'Houston) et Nishith Prakash (université du Connecticut) ont mesuré qu'au pays de Gandhi, les anglophones touchaient carrément un tiers de plus que les non-anglophones à diplôme égal.

En scientifique rigoureux, François Grin se refuse à transposer ses résultats à la France. En revanche, il reconnaît qu'il existe une convergence de conclusions partout où le phénomène a été étudié c'est-à-dire en Suisse, au Luxembourg , au Canada et en Inde .

## **RENDEMENT DÉCROISSANT À PARTIR DE 2050**

Ce bonus ne sera pas éternel. Certains estiment même que la prime à l'anglais aura un rendement décroissant à partir de 2050, une fois que sa maîtrise sera aussi naturellement attendue que celle de la langue maternelle.

Déjà l'anglais n'est plus la seule langue à payer . Les travaux de M. Grin montrent que l'allemand et le français se monnayent aussi fort bien. Parler français en Suisse alémanique, c'est 10 % de salaire de plus, parler l'allemand en Suisse romande présente un rendement de 18 %.

Preuve que le choix de la seconde langue doit se mûrir (et au passage que le français, ça paye toujours) ! L'économiste rappelle d'ailleurs, en tant que voisin, qu'*"en France, il y a des*

*compétences à développer en lien avec les marchés d'exportation et d'importation".* Alors, dépassé, l'espagnol, qui séduit pourtant 2,4 millions des jeunes Français ? On dirait.

L'allemand et le chinois, en revanche, ont de beaux jours devant eux. Aucun économiste n'a scientifiquement mesuré la rentabilité de la langue de l'empire du Milieu ; la seule mesure est l'"Enquête des salaires 2012" menée en Belgique par l'université de Leuven (Louvain) et le site d'emplois Références.

D'après eux, ce sont 7 % de prime salariale qui tombent dans la poche des sinophones. En France d'ailleurs, plus de 33 000 élèves prennent le pari et apprennent déjà le chinois. Soit 13 % de plus qu'il y a un an, 400 % de plus qu'il y a dix ans.

## **UN GROS INVESTISSEMENT**

En maniement des langues, s'il faut être précurseur, il faut aussi faire attention. Pour passer le bac en France, tout est permis avec la possibilité d'opter pour le swahili aussi bien que le haoussa ou cinquante-cinq autres langues.

Mais dans la vraie vie, sortir des sentiers battus doit se faire avec prudence. Aussi curieux que cela puisse paraître, François Grin a mesuré que le Suisse qui parle italien est pénalisé. D'autres avaient calculé la même chose pour le Bolivien qui parle quechua...

Moins scientifique, mais aussi catégorique sur le sujet, l'étude belge note aussi le fait qu'en Belgique, parler arabe fait perdre 3,5% de son salaire, parler italien 1,5%. A méditer ! D'autant qu'apprendre une langue est un vrai travail.

Si on concentrait cet apprentissage sur un temps unique, il faudrait quatre années de travail, à raison de 10 heures tous les jours – dimanches compris – afin d'arriver aux 12 000 heures nécessaires pour bien parler et bien écrire une langue étrangère, selon les calculs du linguiste belge Claude Piron .

Entre les cours et les devoirs, une scolarité jusqu'au bac offre 3 000 heures de travail par langue étudiée. Un cadeau, oui ! mais

surtout un investissement que l'Etat fait sur sa jeunesse car un polyglotte gagne plus, certes, mais il rapporte aussi à son pays.

## **IMPACT SUR LE PRODUIT INTÉRIEUR BRUT**

10 % de la dépense éducative va à l'enseignement des langues vivantes, a calculé François Grin pour la Suisse comme pour la France. Une fois ce coût déduit, le pays engrange une croissance due au fait de n'être pas monolingue.

A l'échelle nationale, *"les compétences linguistiques peuvent être considérées comme un facteur de production au même titre que le capital et le travail"*, note le chercheur. Evidemment cela a un impact sur le produit intérieur brut (PIB). *"Dans le cas de la Suisse, près de 10 % du PIB, soit quelque 50 milliards de francs suisses par année sont le fait du plurilinguisme"*, analyse François Grin.

A contrario, l'étude intitulée "Comment les cultures et les langues limitent le business" (menée en 2012 par L'Economist Intelligence Unit) met en évidence que 69 % des cadres français estiment que leur niveau en anglais limite les ambitions internationales de leur entreprise...

On comprend pourquoi la Suisse a son économiste des langues et pourquoi, en France la discipline, n'existe même pas. Cela ressemble à une politique de l'autruche de la part de notre pays classé 26e sur 27 pour la maîtrise de l'anglais, selon une évaluation commanditée par la Commission européenne en juin 2012.